



La violence de l'État n'est pas la réponse attendue

Depuis plus d'un mois, **la colère populaire gronde** contre les politiques d'austérité et de restrictions imposées depuis plusieurs années par les présidences et gouvernements successifs.

Après les luttes pour la défense du Code du Travail, nous faisons à nouveau le constat que **le gouvernement n'hésite plus à recourir à la violence policière et à la force pour réprimer durement le mouvement social et tenter d'étouffer la révolte populaire.**

Il s'en prend maintenant à la jeunesse du pays, mobilisée pour le droit aux études supérieures, et ajoute l'humiliation à la violence. Contraindre des lycéen·nes à s'agenouiller les mains sur la tête face à un mur et les agonir d'insultes : voilà la seule réponse du pouvoir à cet engagement citoyen de la jeunesse.

Les images diffusées en direct sur toutes les chaînes de télévision de forces de police suréquipées remontant les Champs Élysées face au peuple en colère montrent la nature véritable de ce gouvernement, **autoritariste et répressif.**

Des dispositions de l'état d'urgence intégrées dans la loi au prétexte de la lutte contre le terrorisme, comme la mise en détention préventive de plus d'un millier de personnes, sont désormais utilisées contre le mouvement social s'opposant à la politique gouvernementale.

Dès le 22 mars 2016, l'Union nationale CGT FERC Sup dénonçait : **La liberté se meurt en toute sécurité !** [www.droits-humains-fondamentaux.cgt.fercsup.net]

La liberté d'expression, le droit de manifester son opposition, le droit de le faire en rejoignant l'organisation syndicale de son choix, sont des **droits humains fondamentaux aujourd'hui bafoués** par un gouvernement qui s'est mis au service des riches et des nantis pour protéger leurs intérêts.

La première violence est celle imposée par les gouvernements successifs qui sont à la manœuvre : bas salaires, précarité généralisée, loi contre le travail, hausse de la CSG, réduction des retraites et pensions, remise en cause de la protection sociale, plans sociaux...

La violence est d'abord du côté du gouvernement qui refuse de discuter et de négocier avec les organisations de travailleuses et de travailleurs en imposant sa politique par la force.

La violence est du côté de forces de polices surarmées qui usent de leur force démesurée contre les manifestant·es et la jeunesse alors que, pour ces derniers, se munir de lunettes de protection et de sérum physiologique est désormais considéré comme un délit.

L'union nationale CGT FERC Sup dénonce l'escalade de cette violence d'État qui attise la colère plus qu'elle ne la contient. **Nous exigeons l'arrêt immédiat des violences et de la répression** à l'encontre des lycéen·nes et des étudiant·es qui se battent pour avoir le choix de leur avenir.

La jeunesse, les travailleuses et les travailleurs du pays **ont besoin d'espoir** et d'autres perspectives que celles de l'appauvrissement et d'une vie de sacrifices.

Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire que l'État entende la colère qui ne faiblit pas et s'amplifie partout à travers le pays. Des mesures de **justice sociale et fiscale** sont indispensables pour répondre aux attentes de celles et ceux qui souffrent de mal vivre et de mal travailler.

Même si les premières réponses apportées ne sont pas à la hauteur des exigences du mouvement social actuel, **les arrogants et les suffisants ont été contraints de commencer à reculer.** C'est la mobilisation du plus grand nombre qui les fera plier et renoncer à leur projet de démolition des conquises sociaux qui protègent les travailleuses et les travailleurs de l'appétit sans limites du patronat.

La CGT FERC Sup appelle à la mobilisation de toutes et tous le 18 décembre et les jours suivants !

Montreuil, le 17 décembre 2018